

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

F. X. NEUMANN-SPALLART

## La question de l'alimentation publique

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 18 (1877), p. 121-124

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1877\\_\\_18\\_\\_121\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1877__18__121_0)

© Société de statistique de Paris, 1877, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

### III.

#### LA QUESTION DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE, PAR F. X. NEUMANN.

Traduit de la *Neue freie Presse* de Vienne (numéro du 5 mars 1877), par Marcel Lemerrier.

Si l'on reproche à notre époque, et avec quelque raison, de se distinguer par la prépondérance qu'elle accorde aux questions purement matérielles de la vie sur les tendances spiritualistes des générations précédentes, on doit se plaindre bien plus vivement encore de ce que nos connaissances sur les fondements matériels de notre existence en soient toujours cependant à l'état rudimentaire. La statistique de la production agricole se trouve placée au dernier degré de l'échelle, puisqu'aujourd'hui même elle ne se fait ni sur des bases internationales et uniformes, ni dans

tous les pays. De nos jours, comme chacun le sait, les céréales, la viande, le beurre, le fromage, le lait condensé, les œufs, bref tous les aliments imaginables sont régulièrement transportés sur tous les marchés, même les plus éloignés, pour peu qu'il s'y trouve des consommateurs. Alors que les satrapes de la Perse et les hyparques de l'empire de Cyrus et de Darius devaient déjà faire en sorte d'être informés régulièrement de l'état des moyens de subsistance; alors que nous voyons dans l'antiquité classique et presque partout depuis la résurrection de la civilisation dans les temps modernes, les efforts qui ont été faits pour assurer les conditions de l'alimentation publique, on fait actuellement à coup sûr, pour arriver à la solution de ces problèmes, beaucoup moins que ne l'exigerait l'importance de la question. Un ouvrage qui a paru il y a peu de jours, la *Statistique internationale de l'Agriculture*, ouvrage élaboré par le bureau de la statistique du Ministère de l'agriculture et du commerce de Paris, vient de nouveau témoigner éloquemment combien il serait précieux de combler les lacunes existant actuellement encore sous ce rapport dans la plupart des États.

La publication que nous avons sous les yeux, et qui est extrêmement intéressante à beaucoup d'égards, doit son origine à la motion émise par Adolphe Quételet au congrès de la Haye en 1869, tendant à l'accomplissement de travaux comparatifs internationaux sur toutes les branches de la statistique. C'est là et aussi au congrès de Pétersbourg en 1872, que le bureau de la statistique de France reçut la mission de s'occuper de la statistique agricole. Il se mit à l'œuvre avec courage et envoya à tous les États du monde son questionnaire, qui contenait des interrogations sur les faits les plus importants. Les réponses faites par les divers pays devaient être ensuite publiées dans un travail récapitulatif. Ainsi qu'il fallait s'y attendre ces réponses n'arrivèrent que fort défectueuses et en nombre très-restreint. Aucun des congrès de statistique et d'économie rurale, qui ont vu à leur ordre du jour depuis un quart de siècle (Bruxelles, 1853) l'organisation de cette branche d'informations, n'est parvenu à sortir des préliminaires les plus généraux. Le congrès de Pesth, de 1876 dut également se borner à mettre de côté tout le détail des propositions qui lui furent présentées et à fixer simplement un petit nombre de principes généraux pour la statistique internationale de l'agriculture, principes que tous les États furent dernièrement invités à observer. A ce point de vue, et sous le rapport international bien entendu, le travail que nous présente aujourd'hui le bureau français offre cette importance négative qu'il met en évidence toutes les lacunes aujourd'hui encore existantes, bien plutôt qu'il ne produit ce résultat positif de nous exposer dès maintenant des éléments de comparaisons parfaites. Sur les 26 États d'Europe auxquels s'était adressé le bureau de la statistique de Paris, 12 seulement ont fourni des indications suffisantes, et encore faut-il compter parmi eux la Finlande et les petits duchés allemands qui, au point de vue des intérêts agricoles de l'humanité, ne pèsent pas d'un grand poids dans la balance. Quant à tous les autres États, ils n'ont fourni que des renseignements imparfaits ou même n'en ont pas donné du tout. A ce dernier groupe appartiennent entre autres l'Autriche, la Prusse, la Russie, la Suisse et l'Italie, c'est-à-dire des pays producteurs d'une haute importance, au sujet desquels les rédacteurs français n'ont pu qu'utiliser dans leur compilation les publications déjà existantes, en renonçant à tout document nouveau. La cause de l'abstention résidait pour la Prusse, l'Italie, la Suisse et l'Espagne, dans l'absence d'une statistique agricole relative à ces divers pays. Quant à l'Au-

triche, elle a exprimé l'opinion que le travail comparatif entrepris par la France devançait les conclusions du congrès de statistique de Pesth et gagnerait à être différé.

Malgré tous ces obstacles, le bureau de la statistique générale de France ne s'est pas laissé détourné de publier au moins les documents dont il disposait, et il a bien fait; car indépendamment des travaux sur la production agricole de la France, de la Hollande et de l'Amérique, qui rentrent réellement dans le cadre de l'ouvrage et qui s'y trouvent réunis, on peut encore tirer des aperçus généraux qu'il contient beaucoup de connaissances instructives. C'est ce que vont prouver quelques exemples.

La statistique internationale s'étend tout d'abord sur les principes fondamentaux de la production des céréales et arrive, après les avoir exposés analytiquement, à dénombrer les résultats de la culture des grains dans tous les pays de l'Europe et de l'Amérique. Ces indications concordent presque complètement avec celles que nous avons dernièrement communiquées à cette même place à nos lecteurs (*Nouvelles Presse* Nr. 4454). Elle y ajoute cependant cet intéressant calcul que, d'après des évaluations modestes, tout homme consomme en moyenne 5 hectolitres et demi de grains par an, et qu'il n'y a que 5 États en Europe qui suffisent par leur propre culture à ces besoins, tandis que tous les autres sont, même dans les années moyennes, amenés à recourir à des importations de l'extérieur. Et en effet la production en céréales correspondante à chaque habitant ne dépasse la moyenne qu'en Roumanie (14 hect. et demi), dans le Danemark (11.8), en Russie (8.1), en Prusse (8.0), en France (6.9), en Hongrie (6.8), en Bavière (6.5) et en Suède (5.5). Tous les autres États sont au contraire au-dessous de la moyenne et notamment la Belgique (4.9), l'Autriche (4.7) et en dernière ligne l'Italie, le Portugal et la Suisse. On ne doit pas oublier, il est vrai, que les conditions diverses de l'alimentation et du bien-être de chaque nation influent essentiellement sur l'importance de la consommation des grains par les hommes et les bestiaux. C'est ainsi, par exemple, qu'en Angleterre, en France, en Allemagne et en Belgique, la consommation du pain et des grains est beaucoup plus considérable qu'en Russie ou en Suède. Néanmoins cette liste montre l'importance des différents pays pour l'importation ou l'exportation des céréales. A côté de ces détails, on nous expose quelle place la culture des pommes de terre occupe dans l'alimentation publique. Si l'on néglige l'influence de la préparation de l'eau-de-vie sur la consommation des pommes de terre, c'est en Irlande (8.1 hectol. par habitant), en Allemagne (6.4), en Hollande (5.1) et en Belgique (4.1) que l'on en consomme les plus grandes quantités; le chiffre correspondant à l'Autriche-Hongrie n'est que de 3 hectolitres par habitant, et le minimum se rencontre en Angleterre et dans les États du sud de l'Europe, en Italie, en Portugal et en Espagne.

Les renseignements qui concernent l'état du bétail et la production en viande pour les divers pays d'Europe nous semblent mériter une attention toute spéciale. Ce qui excite notre attention, ce ne sont pas les nombres absolus ou proportionnels de têtes, car plusieurs publications les ont portés récemment à notre connaissance d'une manière plus complète encore que ne le fait aujourd'hui la statistique officielle française, mais ce sont les recherches intéressantes que l'on fait en France même sur l'accroissement ou la diminution de la production de la viande depuis l'année 1840. Puissent ces recherches être imitées par d'autres pays, afin qu'il soit possible, à partir d'aujourd'hui du moins, de se rendre compte de ces facteurs impôr-

tants du bien-être public ! En France, on relève aussi bien le nombre des têtes de bétail livrées à la boucherie que le nombre des animaux vivants et le poids de la viande. En se basant sur ces données, on peut contrôler la valeur en viande des animaux ainsi que l'état de l'élevage du bétail d'engrais. Ces relevés montrent, par exemple, que le poids net moyen d'un bœuf ou d'un taureau est monté de 248 kilogr., en 1840, à 253 kilogr. en 1852, 267 kilogr. en 1862 et 300 kilogr. en 1873; que celui d'une vache s'est élevé, dans la même période, de 144 à 213 kilogr., celui d'un veau de 29 à 44 kilogr., celui d'une brebis ou d'un mouton de 14 à 20 kilogr. et celui d'un porc de 73 à 88 kilogr. D'après cette estimation, la production en viande des principales espèces animales servant à l'alimentation est montée de 671 millions de kilogr. en 1840 à 942,6 millions de kilogr. en 1862, pour retomber en 1873 à 839,7 millions de kilogr. D'après ces chiffres, la consommation par habitant, qui était en 1840 de 19<sup>k</sup>,68, s'est élevée en 1862 à 25<sup>k</sup>,08, pour descendre en 1873 à 23<sup>k</sup>,25. Aussi, bien que le nombre des animaux de boucherie en France et dans plusieurs autres pays de l'Europe occidentale soit en décroissance depuis une trentaine d'années et que l'on y constate pour ainsi dire une disparition des troupeaux, spécialement dans la dernière période décennale, les progrès dans l'art de l'élevage et de l'engraissement, compensent toutefois, en France du moins, cette diminution numérique, bien plus même ils la dépassent. Il va sans dire que la véritable consommation moyenne de la viande par habitant est supérieure à 23<sup>k</sup>,25, parce que la France importe plus de bétail qu'elle n'en exporte. Pour un certain nombre de villes de plus de 10,000 habitants, cette consommation a été estimée à 50 kilogr. et pour Paris à 75 kilogr., chiffre que l'on ne saurait qualifier de très-élevé, mais qui concorde avec celui de certaines villes allemandes, et qui est même dépassé notablement par la consommation de Vienne (81 à 90 kilogr.).

Nous avons voulu nous borner à résumer quelques-unes des communications de ce travail international, afin de provoquer partout des recherches analogues; leur utilité pratique ne peut manquer de se produire, et les sommes qui ont été employées à cet objet ont été fructueusement placées.

F. X. NEUMANN-SPALLART.

---